



# **l'Assurance Maladie**

**Ain**

**CPAM de l'Ain  
Services Généraux  
1 place de la Grenouillère  
01015 - BOURG EN BRESSE CEDEX  
serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr**

Marché de services

---

**Marché S1-2025**

**Prestations de maintenance des installations de la CPAM de l'Ain**

Procédure adaptée












En application de l'article R. 2123-1, 1° et suivants du Code de la commande publique.

---

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)\***

**\*Ce document est commun à tous les lots**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché de services.</p> <p><u>Objet</u> : Prestations de maintenance des installations de la CPAM de l'Ain.</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>CPAM de l'Ain, représentée par Madame Anne Laurens, Directrice Générale</p> <p>Services Généraux / Service achats, ressources immobilières et logistiques</p> <p>1 place de la Grenouillère</p> <p>01015 - BOURG EN BRESSE CEDEX</p> <p><a href="mailto:serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr">serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr</a></p>
	<p>Le marché inclut dans le cadre de sa notation une considération environnementale en prenant en compte la démarche du candidat en terme de développement durable.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Le marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° et suivants du Code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché : CCAG Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021.</p>
	<p>Lieux des prestations (suivant les lots, certains lieux ne font pas partie de la prestation)<sup>1</sup> :</p> <p>CPAM de l'Ain - Siège - 1 place de la Grenouillère, 01015 Bourg-en-Bresse</p> <p>CPAM de l'Ain - Service social, 10 Place de la Grenouillère, 01000 Bourg-en-Bresse</p> <p>CPAM d'Ambérieu-en-Bugey, 46 Rue Aristide Briand, 01500 Ambérieu-en-Bugey</p> <p>CPAM de Belley, 22 Boulevard du mail, 01300 Belley</p> <p>CPAM de Jassans-Riottier, Rue de Beaurivage, 01480 Jassans-Riottier</p> <p>CPAM de Saint-maurice-de-Beynost, 14 Rue Honoré de Balzac, 01700 Saint-Maurice-de-Beynost</p> <p>CPAM de Bellegarde-sur-Valserine, 8 Rue Zéphirin Jeantet, 01200 Bellegarde-sur-Valserine</p>
	<p>Le marché est divisé en 8 lots :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Lot 1 : Portes automatiques</li> <li>-Lot 2 : Ascenseurs</li> <li>-Lot 3 : Chauffage</li> <li>-Lot 4 : Climatisation et ventilation</li> <li>-Lot 5 : Sécurité incendie</li> <li>-Lot 6 : Alarmes</li> <li>-Lot 7 : B.A.E.S</li> <li>-Lot 8 : Désenfumage</li> </ul>
	<p>Le présent marché est conclu pour une période initiale, allant de sa date d'effet le <b>01 janvier 2026 jusqu'au 01 janvier 2027</b>.</p> <p>Puis, il pourra être reconduit <b>tacitement trois fois maximum</b> par périodes successives d'un an, soit jusqu'au 01 janvier 2030.</p>
	<p>Pour tous les lots, le prix comprend une part forfaitaire et une part unitaire pour les prestations hors-forfait.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour tous les lots au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p>

<sup>1</sup> Les lieux d'exécution des prestations pour chaque lot sont précisés au sein du CCTP.

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1. L'ACHETEUR.....	6
1.1. REPRESENTANT : .....	6
1.2. CONTACT : .....	6
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES .....	6
2.1. TERMINOLOGIE: .....	6
2.2. OBJET:.....	6
2.3. ALLOTISSEMENT: .....	6
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE.....	7
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
ARTICLE 5. INTERVENANTS .....	7
5.1 SOUS-TRAITANCE.....	7
5.2 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	8
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 6. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHE.....	9
6.1 MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	9
6.2 CONTENU DU PRIX .....	10
6.3 VARIATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 7. AVANCE.....	10
ARTICLE 8. DELAI DE PAIEMENT.....	11
ARTICLE 9. FACTURATION.....	11
ARTICLE 10. CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	11
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 11. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	12
ARTICLE 12. COMPETENCES DU TITULAIRE .....	12
ARTICLE 13. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE .....	12
ARTICLE 14. OBLIGATION DE CONSEIL.....	12
ARTICLE 15. MATERIEL - FOURNITURES - PIECES DETACHEES ET PIECES DEFECTUEUSES .....	13
15.1 MATERIEL : .....	13
15.2 PROVENANCE ET QUALITE DES PIECES CHOISIES : .....	13
15.3 DELAI DE GARANTIE DU MATERIEL ET DES PIECES : .....	13
ARTICLE 16. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES, SECURITE ET SANTE .....	14
ARTICLE 17. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	14
ARTICLE 18. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	14
18.1 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES : .....	14
18.2 MODIFICATIONS EVENTUELLES : .....	14
ARTICLE 19. ARTICULATION ENTRE PLUSIEURS LOTS.....	15
ARTICLE 20. DELAIS D'EXECUTION.....	15
<b>PARTIE 5. VERIFICATION DE L'EXÉCUTION – ASSURANCES ET REPARATION DES DOMMAGES .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 21. OPERATIONS DE VERIFICATION .....	16
21.1 OPERATIONS DE VERIFICATION : .....	16
21.2 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION : .....	16
ARTICLE 22. ASSURANCES .....	16
ARTICLE 23. REPARATION DES DOMMAGES .....	17
<b>PARTIE 6. CONFIDENTIALITE - DONNEES PERSONNELLES – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>18</b>

ARTICLE 24. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	18
24.1 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL : .....	18
24.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ : .....	18
24.3 MESURES DE SÉCURITÉ : .....	18
ARTICLE 25. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	18
<b>PARTIE 7. PENALITES – RESILIATION – DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 26. PÉNALITÉS.....	19
26.1 PENALITES POUR RETARD : .....	19
26.2 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE : .....	19
26.3 PENALITES EN CAS DE MECONNAISSANCE DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES : .....	19
26.4 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA TRANSMISSION DES ATTESTATIONS D’ASSURANCES : .....	19
ARTICLE 27. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION DU MARCHE .....	19
27.1 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE : .....	19
27.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE : .....	20
27.3 RESILIATION EN CAS D’EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE : .....	20
27.4 RESILIATION EN CAS DE DIFFICULTES D’EXECUTION DU MARCHE : .....	20
27.5 RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL : .....	20
27.6 CLAUSE DE SAUVEGARDE : .....	20
ARTICLE 28. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	20
<b>PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE 1 - LIVRET DE SECURITE.....</b>	<b>23</b>

## PARTIE 1. PREAMBULE

---

➤ **Législation applicable :**

- Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique.
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services est d'application.
- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale est d'application.
- Le Code du travail est d'application.
- La norme AFNOR FDX 60-000 relative à la maintenance industrielle (de niveaux 1 à 4) est d'application.
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public est d'application.

Cette liste est donnée à titre indicatif, elle n'est pas exhaustive.

## **PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 1. L'ACHETEUR**

#### **1.1. Représentant :**

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'Acheteur :

Nom : Madame Anne LAURENS, Directrice Générale.

En vertu de l'article 7 de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Adresse : CPAM de l'AIN, 1 place de la Grenouillère, 01015 BOURG EN BRESSE CEDEX

#### **1.2. Contact :**

Le service de contact dans le cadre du présent marché est le suivant :

Services Généraux / Service achats, ressources immobilières et logistiques

Adresse : 1 place de la Grenouillère, 01015 BOURG EN BRESSE CEDEX

E-mail : [serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr](mailto:serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr)

### **ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES**

#### **2.1. Terminologie:**

Dans les différents documents du marché, les termes suivants désignent:

- "L'Organisme" / "L'Acheteur": La CPAM de l'Ain, pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le Titulaire;

- "Le Titulaire": L'opérateur ou les opérateurs économiques qui conclut/concluent le marché avec l'Acheteur. Par souci de simplification, nous emploierons le terme précité au singulier.

- Les "prestations": Désignent les fournitures ou les services objets du marché.

#### **2.2. Objet:**

Le présent marché a pour objet de confier au Titulaire l'exécution des prestations de maintenance des installations des différents sites de la CPAM de l'Ain, correspondant au périmètre de chaque lot.

Il s'agit d'un marché de service, alloti, passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

La description générale des principales prestations attendues par le Titulaire est la suivante:

- Réaliser la maintenance des installations et des équipements conformément à la réglementation en vigueur et dans l'état de l'art afin de conserver l'état du patrimoine;

- Suivre et gérer les demandes d'interventions de l'Organisme et de ses services;

- Garantir une astreinte 365 jours par an;

- Assurer le suivi de l'exploitation et pouvoir en rendre compte à tout instant à l'Organisme.

La description spécifique des prestations attendues et leurs modalités techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après dénommé CCTP).

#### **2.3. Allotissement:**

Les prestations sont divisées en lots donnant lieu à des marchés distincts susceptibles d'être attribués à des Titulaires différents.

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'Acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

Les lots sont divisés comme suit:

LOT 1 - Portes automatiques

LOT 2 – Ascenseurs

LOT 3 – Chauffage

LOT 4 - Climatisation et ventilation

LOT 5 - Sécurité incendie

LOT 6 – Alarmes

LOT 7 - B.A.E.S

LOT 8 – Désenfumage

### ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période initiale, allant de sa **date d'effet le 01 janvier 2026 jusqu'au 01 janvier 2027**. Le délai d'exécution du marché court à compter de cette date, par dérogation à l'article 13 du CCAG FCS.

Il pourra être **reconduit tacitement trois fois maximum** par périodes successives d'un an, soit jusqu'au 01 janvier 2030.

Si l'Acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il devra prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifiera au Titulaire **au plus tard 60 jours calendaires** avant la date d'échéance du marché initial ou la date de reconduction ultérieure.

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la non-reconduction du marché.

La non-reconduction appliquée dans les conditions sus énoncées ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune prestation ne pourra être réalisée en exécution de ce marché.

### ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS, les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021<sup>2</sup> ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

Aucune réserve concernant les pièces désignées ci-dessus n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les mentions incluses dans les documents contractuels.

### ARTICLE 5. INTERVENANTS

#### 5.1 Sous-traitance

##### 5.1.1 Présentation d'un sous-traitant :

Le Titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

---

<sup>2</sup> Ce document est un document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### **5.1.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :**

Conformément et à titre de précision de l'article 3.6 du CCAG FCS, Le Titulaire doit préalablement à tout commencement d'exécution obtenir de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'Acheteur et par le Titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

Quelle qu'en soit la forme, la demande d'acceptation doit contenir à minima :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le Titulaire s'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le Titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'Acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Dans tous les cas, le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'Organisme des prestations sous-traitées.

### **5.1.3 Paiement direct des sous-traitants :**

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'Acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

## **5.2 Groupement d'opérateurs économiques**

Conformément à l'article 3.5 du CCAG FCS, le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'Acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'Acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'Acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.



### ARTICLE 6. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHE

#### 6.1 Modalités de fixation des prix

##### **6.1.1 Prestations comprises dans le forfait :**

Le forfait comprend, par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG FCS, l'ensemble des prestations de maintenance définies dans le CCTP, à savoir :

- La maintenance préventive ;
- La maintenance palliative ;
- La maintenance curative ;
- Les astreintes ;
- L'obligation d'assistance et de conseil.

Il est rappelé que conformément aux dispositions du CCTP :

- La fourniture de l'ensemble des produits consommables, petites fournitures, pièces de rechange et pièces détachées nécessaires au bon déroulement du marché est intégralement à la charge du Titulaire, sans limite de quantité ; sous réserve que le montant des objets précités **soit inférieur ou égal à 500 euros TTC (toutes remises fournisseurs déduites)**. Il est précisé que ce montant désigne seulement le prix de la pièce, la main d'œuvre étant comprise dans le forfait ;
- L'outillage individuel nécessaire à ces prestations est intégralement à la charge du Titulaire, sans limite de prix ni de quantité.

A tout instant durant l'exécution du présent marché (reconductions comprises), le Titulaire doit être en mesure de fournir les copies des certificats de garantie et les copies des factures d'achat des pièces de rechange et des pièces détachées installées.

##### **6.1.2 Prestations hors-forfait :**

Pour toutes les interventions nécessitant l'utilisation de produits consommables, petites fournitures, pièces de rechange et pièces détachées nécessaires au bon déroulement du marché et dont le montant est **supérieur ou égal à 500 euros TTC (toutes remises fournisseurs déduites)**, l'Organisme prendra en charge le solde calculé de la manière suivante :

$\begin{aligned} &\text{Reste à charge du bénéficiaire} \\ &= \text{coût total de la pièce (toutes remises} \\ &\quad \text{fournisseurs déduites)} \\ &(-) \text{ seuil à charge du prestataire (500 euros} \\ &\quad \text{TTC)} \end{aligned}$
---

Le Titulaire sera chargé, pour chaque prestation comportant une part hors-forfait, d'établir un devis soumis à la validation de l'Organisme.

Ce devis devra notamment comprendre les mentions suivantes:

- Le prix des produits, pièces ou fournitures hors-forfait (prix unitaire et quantité);
- Le délai d'intervention prévu par le Titulaire (dans la limite des délais maximaux prévus par le CCTP) ; qui deviendra dès lors contractuel et pourra par conséquent faire l'objet des pénalités de retard prévues en partie VII du présent document.

En l'absence d'accord express du devis par la CPAM de l'Ain, celle-ci se réserve le droit de laisser à la charge du Titulaire toute ou partie du montant de cette pièce, en fonction des prix que la CPAM de l'Ain aurait pu obtenir de son panel de fournisseurs.

Les devis n'interviendront que pendant la durée de validité du marché.

## 6.2 Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## 6.3 Variation des prix

### **6.3.1 Modalités de variation des prix :**

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, le prix forfaitaire initial est ferme la première année puis révisable à la hausse comme à la baisse annuellement, à chaque date d'anniversaire du marché (date de prise d'effet du marché) par application de la formule suivante :

$$P = P(o) \times \left[ \frac{BT\ 01\ (n)}{BT\ 01\ (o)} \right] \text{ dans laquelle :}$$

P = Prix révisé hors TVA

P(o) = Prix hors TVA de l'année précédente

BT 01 (n) = Valeur du dernier indice BT 01 (tous corps d'état – Index Bâtiment base 2010) connu et publié sur le site <http://www.insee.fr>, à la date anniversaire du marché

BT 01 (o) = Valeur de l'indice BT 01 (tous corps d'état – Index Bâtiment base 2010) au mois de juillet 2025.

Il appartient au Titulaire de faire parvenir à l'Organisme bénéficiaire concerné, à chaque date anniversaire, le nouveau prix révisé accompagné du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à son établissement.

L'Organisme vérifiera les éléments transmis et les validera.

La révision de prix ne pourra être appliquée sur facture qu'après la validation express de la CPAM de l'Ain.

Le prix révisé sera alors ferme pour une nouvelle année, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin du marché.

Le prix révisé ne sera applicable qu'aux prestations réalisées après la date effective de révision, c'est-à-dire la date de validation express du prix révisé par la CPAM de l'Ain.

Il ne sera pas nécessaire de conclure un avenant.

### **6.3.2 Arrondis du calcul :**

Les résultats des calculs intermédiaires sont arrondis à deux décimales.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG FCS, le coefficient de révision est arrondi au centième supérieur.

Le prix ainsi révisé sera ferme et invariable pendant la période de validité concernée.

### **6.3.3 Clause butoir :**

La révision annuelle du prix ne pourra engendrer une augmentation supérieure à 5% du montant total de chaque lot, par année d'exécution ou par année de reconduction du marché.

## ARTICLE 7. AVANCE

Une avance peut être accordée selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Conformément à l'article 11 du CCAG FCS, en cas d'avance, l'option A sera retenue.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.<sup>3</sup>

## ARTICLE 8. DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours calendaires**. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'Acheteur<sup>4</sup>.

Les prestations forfaitaires seront réglées trimestriellement à terme échu sur présentation de facture. Le montant de chaque facture correspondra au quart du montant annuel du contrat.

Les prestations hors-forfait seront réglées après la transmission d'une facture correspondant à la prestation réellement effectuée, résultant du devis<sup>5</sup> préalablement validé par l'Organisme.

## ARTICLE 9. FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un **format électronique**, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique.

Les Titulaires sont dans **l'obligation** d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro** mis gratuitement à leur disposition.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le Titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur: Nom : CPAM DE L'AIN (Pas de n° de service) N° d'engagement : S1-2025 SIRET : 779 311 182 00017
---

En application de l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter certaines mentions légales.

Outre les mentions légales, les factures devront obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du Titulaire ;
- Le numéro du marché et le ou les lots concerné(s) ;
- La date d'établissement et le numéro de la facture ;
- Le montant restant à charge de la CPAM de l'Ain pour toutes les pièces, produits et fournitures dont le montant est hors-forfait, avec les factures fournisseurs correspondantes ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT, le taux et le montant de la TVA, le montant TTC des prestations réalisées.

En cas de réception d'une facture ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-dessus ou comportant des informations erronées, l'Organisme informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro ou par mail et l'invitera à lui adresser une facture dûment rectifiée.

## ARTICLE 10. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Conformément à l'article 4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire et ses sous-traitants pourront présenter une cession ou un nantissement de créance.

Ils devront auquel cas apporter toutes les justifications correspondantes nécessaires.

<sup>3</sup> Le refus du versement de l'avance est précisé pour chaque lot dans l'Acte d'Engagement.

<sup>4</sup> Seule une demande de paiement conforme aux dispositions de l'article 9 du présent document sera prise en compte dans le calcul du départ du délai global de paiement. En cas de facture incomplète ou erronée, le départ du délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture dûment rectifiée.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Cette personne devra être mentionnée dans l'Acte d'Engagement. Elle disposera des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, en cours d'exécution du marché, le Titulaire est tenu d'informer sans délai l'Acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du Titulaire, seuls seront habilités à dialoguer avec le Titulaire ou ses représentants les membres des Services Généraux de la CPAM de l'Ain.<sup>6</sup>

### **ARTICLE 12. COMPETENCES DU TITULAIRE**

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins du marché, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- A veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- A maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

### **ARTICLE 13. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Le Titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent marché.

Il est expressément entendu que les agents du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur les sites de l'Organisme.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

### **ARTICLE 14. OBLIGATION DE CONSEIL**

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandation et de mise en garde de l'Organisme relativement à l'ensemble des prestations du marché.

Cette obligation est renforcée pour les questions liées à la sécurité des biens et des personnes.

---

<sup>6</sup> Voir les modalités de contact qui sont mentionnées à l'article 1.2 du présent CCAP.

Les conseils, mises en garde et recommandations seront formulés par écrit à la CPAM de l'Ain à tout instant en cours d'exécution du marché, dès que le Titulaire les estime nécessaires.

## **ARTICLE 15. MATERIEL - FOURNITURES - PIECES DETACHEES ET PIECES DEFECTUEUSES**

### **15.1 Matériel :**

Conformément à l'article 18.1 du CCAG FCS, un état des lieux est réalisé avant la date de prise d'effet du contrat en présence de l'ancien Titulaire, du Titulaire de ce marché et d'un représentant de l'Organisme, mentionnant la valeur du matériel.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance.

En l'absence de réserves écrites de sa part, dûment justifiées, en préalable à toute intervention, tous les matériels et équipements dont il assurera la maintenance seront réputés être en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Conformément à l'article 18.2 du CCAG FCS, le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Conformément à l'article 18.3 du CCAG FCS, le Titulaire est tenu de faire assurer, à ses frais, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, les matériels, les objets et les approvisionnements qui lui ont été confiés et d'être en mesure, à tout moment de l'exécution du marché, de justifier qu'il s'est acquitté de cette obligation d'assurance.

Conformément à l'article 18.5 du CCAG FCS, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché. Si le Titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, pour quelque motif que ce soit, l'Acheteur décide de la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement.

### **15.2 Provenance et qualité des pièces choisies :**

Le Titulaire veillera à la prise en compte autant que faire se peut de la provenance et de la qualité des pièces choisies.

#### **15.2.1 Pièces détachées :**

Les caractéristiques techniques des pièces détachées indispensables au bon fonctionnement de chaque équipement sont celles préconisées par le constructeur. Le Titulaire veillera à la régularité des livraisons des pièces en tenant compte des délais de livraison, afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis fixés au sein du CCTP.

Les pièces détachées mises en œuvre seront, sauf accord spécifique de l'Organisme, des pièces neuves conformes aux spécifications du constructeur, et adaptées aux installations.

#### **15.2.2 Réparation de pièces défectueuses :**

Lorsque cela paraît plus adapté, le Titulaire peut proposer à l'Organisme, ou vice-versa, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement. Cette réparation doit faire l'objet d'une acceptation express de la part de la CPAM de l'Ain.

### **15.3 Délai de garantie du matériel et des pièces :**

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de la mise en service ou la date de modification ou de réparation de l'objet de la prestation.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG FCS, au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'Acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

## **ARTICLE 16. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES, SECURITE ET SANTE**

Le marché inclut dans le cadre de sa notation une considération environnementale en prenant en compte la démarche du candidat en terme de développement durable.<sup>7</sup>

Conformément à l'article 7.1 du CCAG FCS, le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

Conformément à l'article 7.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'Acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

## **ARTICLE 17. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6.1 du CCAG-FCS, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, de conditions de travail et de sécurité durant l'exécution du marché.

Conformément à l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'Acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

## **ARTICLE 18. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS**

### **18.1 Prestations supplémentaires éventuelles :**

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires pendant toute la durée du marché (éventuelles reconductions comprises).

### **18.2 Modifications éventuelles :**

#### **18.2.1 Abandon de sites :**

Des mouvements patrimoniaux pourraient être envisagés par la CPAM de l'Ain, dans le cadre de sa politique interne, se traduisant par l'acquisition (location et autres variantes comprises), la fermeture provisoire ou l'abandon de certains locaux ou immeubles ou parties d'immeubles.

En cours d'exécution, le périmètre du marché est donc susceptible d'évoluer (en plus ou en moins) par voie de modification du marché qui en précisera les spécificités et les besoins.

#### **18.2.2 Abandon et/ou ajout de matériel et d'équipement :**

En précision de l'article 18 du CCAG fournitures courantes et services, lorsque les matériels ou équipements sont pris en charge ou abandonnés en cours d'année, le prix correspondant pour l'année est calculé prorata temporis du nombre de mois couverts/ à couvrir jusqu'à la fin de l'année en cours.

---

<sup>7</sup> Le détail de la notation ainsi que la pondération des critères est visible dans le Règlement de Consultation (RC).

-En cas d'abandon d'un matériel : La soustraction du prix correspondant au matériel cédé ou abandonné au prix forfaitaire est effectuée sur simple demande de la CPAM par courrier simple informant le prestataire de cette modification du parc matériel.

-En cas d'ajout d'un nouveau matériel : Si le matériel ne figure pas dans l'état des prix forfaitaires, il sera nécessaire de conclure un avenant qui indiquera le nouveau prix forfaitaire, sous réserve que cela ne bouleverse pas l'économie du marché.

-Ajout ou suppression d'un équipement : En cours d'exécution, le Titulaire pourra être tenu de prendre en charge de nouveaux équipements relatifs aux installations dont il a la charge, ou à l'inverse de supporter une suppression de ces équipements. Ces changements feront l'objet d'un avenant, sans toutefois bouleverser l'économie du marché.

Le responsable de l'Organisme informera le Titulaire de la réception ou de la suppression de ces nouveaux équipements. Ce dernier pourra assister à la réception du nouvel équipement et disposera d'un **délai de 15 jours** à compter de cette date de réception pour formuler ses éventuelles réserves. A compter du lendemain de la date d'expiration de ce délai, cet équipement sera réputé avoir été pleinement accepté par le Titulaire.

## **ARTICLE 19. ARTICULATION ENTRE PLUSIEURS LOTS**

Chaque prestataire s'engage à collaborer avec les Titulaires des autres lots. Quand une intervention sur une installation nécessite la collaboration de plusieurs Titulaires de lots différents, l'entreprise qui a besoin du concours d'un autre prestataire pour mener à bien son intervention prendra contact avec les autres Titulaires concernés et en informera l'Organisme.

## **ARTICLE 20. DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution sont précisés au CCTP.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt des pénalités selon les dispositions de la partie VII du présent CCAP.

## PARTIE 5. VERIFICATION DE L'EXECUTION – ASSURANCES ET REPARATION DES DOMMAGES

---

### ARTICLE 21. OPERATIONS DE VERIFICATION

#### 21.1 Opérations de vérification :

Conformément à l'article 27 du CCAG FCS, les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations fournies sont conformes aux spécifications du marché.

Elles sont effectuées par l'Organisme à l'occasion ou indépendamment des interventions du Titulaire.

Elles portent essentiellement sur :

- La quantité et la qualité des prestations exécutées;
- Le respect des obligations du Titulaire.

Cette liste est donnée à titre indicatif et est non exhaustive.

On entend notamment par qualité de la prestation:

- Connaître et comprendre les besoins du client;
- Fournir des prestations performantes;
- Garantir une continuité de service;
- Faire preuve de professionnalisme dans la relation client.

Cette liste est donnée à titre indicatif et est non exhaustive.

Le Titulaire fournira les éléments nécessaires pour permettre à l'Organisme d'apprécier la qualité du service.

#### 21.2 Déroulement des opérations de vérification :

Conformément aux articles 28.2 et 29.2 du CCAG FCS, dans les **15 jours calendaires après la vérification des services**, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations.

Conformément à l'article 29.1 du CCAG FCS, à l'issue des opérations de vérification, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'Acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un **délai de 15 jours** :

- Soit de reprendre l'excédent fourni ;
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### ARTICLE 22. ASSURANCES

Conformément à l'article 9.1 du CCAG FCS, le Titulaire, ainsi que ses sous-traitants éventuels, déclarent qu'ils ont souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages (tant corporels que matériels ou immatériels), et s'engagent à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement la CPAM de l'Ain de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations ; à l'égard des Acheteurs et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de la CPAM de l'Ain.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 9.2 du CCAG FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire produit cette attestation, dans un délai de **quinze jours** à compter de la réception de la demande de l'Acheteur.



L'attestation d'assurance devra être impérativement, complétée, datée et signée par la compagnie d'assurance du candidat. Celle-ci indiquera à minima :

- L'identité de la compagnie d'assurance ;
- Les numéros de police ;
- La date d'effet, période de validité ;
- Les montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus ;
- Les activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est Titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.

**Remarque : Les attestations réalisées par des courtiers ne sont pas recevables.**

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager la CPAM de l'Ain ou toute autre victime à ses frais pour les dommages dont l'origine à dire d'expert est notoirement identifiée de sa responsabilité.

En cas de couverture insuffisante, l'Organisme se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

Le Titulaire doit prévenir l'Organisme de toute modification dans ses polices d'assurance dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de la modification.

## **ARTICLE 23. REPARATION DES DOMMAGES**

Conformément à l'article 8.1 du CCAG FCS, le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents de la CPAM de l'Ain du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

## **PARTIE 6. CONFIDENTIALITE - DONNEES PERSONNELLES – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

### **ARTICLE 24. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### **24.1 Protection des données à caractère personnel :**

Le Titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la loi n°78-17 du janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le Titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

Conformément à l'article 5.2.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

#### **24.2 Obligation de confidentialité :**

Conformément à l'article 5.1 du CCAG FCS, le Titulaire s'engage à respecter son obligation de confidentialité pendant toute la durée des négociations ainsi que pendant toute la durée d'exécution du présent marché, reconductions comprises. Le Titulaire informe également ses sous-traitants ainsi que tout son personnel d'intervention de l'obligation qui leur est faite de se soumettre à la disposition précitée.

Pour rappel, au sens de l'article 5.1.2 du CCAG FCS, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature, sous quelque forme que ce soit, sur tout support dont l'Acheteur est propriétaire ou Titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'Acheteur. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

#### **24.3 Mesures de sécurité :**

Le Titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'oeuvre. La qualification de tout personnel intervenant sur les sites doit pouvoir être vérifiée par l'Organisme. Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis:

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail;
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Le Titulaire se verra remettre un livret de sécurité sur l'Organisme, annexé au présent CCAP (Annexe 1). Il devra le porter à la connaissance de tout son personnel intervenant pour **tous les sites de la CPAM.**

### **ARTICLE 25. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le Titulaire accorde à l'Acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

### ARTICLE 26. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Il est précisé que lorsque l'Acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite au préalable par écrit le Titulaire à présenter ses observations dans un **délai de 8 jours calendaires**. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

#### 26.1 Pénalités pour retard :

A défaut de réponse du Titulaire après expiration du délai de 8 jours précité, ou si l'Acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour d'expiration du délai contractuel.

Pour tout report de son fait d'une opération de maintenance (préventive, palliative et curative, selon les définitions du CCTP) : **40 euros HT par jour calendaire de retard** à compter du lendemain du jour d'expiration du délai contractuel.

Pour tout report de son fait d'une astreinte (situation d'urgence) : **40 euros HT par heure de retard** à compter de l'expiration des délais mentionnés à l'article 1.6.4 du CCTP.

#### 26.2 Pénalités pour travail dissimulé :

Des pénalités peuvent être infligées au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de ce marché est égal à 500 euros HT par manquement constaté.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en l'application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

#### 26.3 Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles :

En application de l'article 5.2.3 du CCAG FCS, la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros HT par manquement constaté.

#### 26.4 Pénalités en cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances :

En cas de non-production des attestations d'assurance précitées, ou de défaut d'information à l'Organisme, le Titulaire encourt une pénalité à compter du lendemain du jour d'expiration du délai contractuel. Cette pénalité forfaitaire s'élève à 100 euros HT par jour calendaire de retard.

### ARTICLE 27. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION DU MARCHÉ

#### 27.1 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit lorsque le Titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **27.2 Résiliation pour faute du Titulaire :**

Conformément à l'article 41.1 du CCAG FCS, l'Acheteur peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas qui y sont mentionnés.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG FCS, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par la CPAM de l'Ain, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse ne prétendre à une indemnité.

La décision de résilier le marché aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, la CPAM de l'Ain exige la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre du marché.

En outre, l'Acheteur pourra résilier le marché, aux torts du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations définies dans le CCTP, par décision de l'Acheteur, avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure préalable.

## **27.3 Résiliation en cas d'évènements extérieurs au marché :**

La résiliation du marché peut être prononcée en cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG FCS (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire).

Ces circonstances n'ouvrent pas le droit à une indemnité.

## **27.4 Résiliation en cas de difficultés d'exécution du marché :**

En application de l'article 40.1 du CCAG FCS, la CPAM de l'Ain peut prononcer la résiliation du marché en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut être prononcée également par la CPAM de l'Ain si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation.

Elle n'ouvre le droit à aucune indemnité.

## **27.5 Résiliation pour motif d'intérêt général :**

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois. Cette résiliation ouvre le droit à l'indemnisation prévue à l'article 42 du CCAG FCS pour le Titulaire.

## **27.6 Clause de sauvegarde :**

La CPAM de l'Ain se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour le Titulaire dans le cas où le prix proposé par le Titulaire ne satisfait pas à la clause butoir<sup>8</sup>.

## **ARTICLE 28. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

---

<sup>8</sup> La clause butoir est mentionnée dans la Partie 3 « Prix et modalités de paiement » du présent document.

La CPAM de l'Ain privilégie le règlement amiable des différends.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Judiciaire de Bourg-en-Bresse

32, Avenue Alsace Lorraine, CS 30306

01000 Bourg-en-Bresse

Tél. : 04 26 37 73 00

Email : [accueil-bourg-en-bresse@justice.fr](mailto:accueil-bourg-en-bresse@justice.fr)

Pour rappel, les contrats dont l'objet est de fournir une prestation de services à titre onéreux souscrits par les organismes de sécurité sociale sont considérés comme des **marchés publics de droit privé** au sens de l'article L.124-4 du Code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale. Par conséquent, les litiges relatifs à ces marchés relèvent de la compétence du juge judiciaire.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots:**

- Il est dérogé à l'article 10.1.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 10.2.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 10.2.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
- Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

## ANNEXE 1 - LIVRET DE SECURITE



### Livret de sécurité de l'information

Votre société s'est engagée, par contrat, à faire respecter par ses salariés et sous-traitants les consignes de sécurité et les clauses de confidentialité applicables dans notre organisme. Avant de démarrer votre prestation, vous devez en prendre connaissance.



#### Respect des exigences légales

La prestation effectuée doit être conforme à la législation relative à la propriété intellectuelle et aux droits d'auteurs.



#### Gestion des incidents

Toute faille soupçonnée ou incident de sécurité constaté doit être signalé à votre contact dans l'organisme



#### Restitution des biens

En fin de marché, les matériels confiés par l'organisme dans le cadre du marché (clés, badges, etc., ...) devront être rendus

#### Prendre en compte les principes de protection des données

En cas de manipulation de traitement de données personnelles pour notre compte, vous devez respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et de documentation afin de répondre aux exigences du Règlement européen (RGPD)

#### Respect de la confidentialité

Toute information de l'organisme est par nature confidentielle et ne doit pas être divulguée.



#### Respect de la disponibilité et de l'intégrité

Les actions effectuées dans le cadre de votre prestation ne doivent pas altérer la disponibilité et l'intégrité du système d'information.



#### Contrôle d'accès au système d'information

Les accès au système d'information sont susceptibles d'être enregistrés et contrôlés.

Vous êtes maintenant prêt à exercer votre prestation au sein de notre organisme en respectant la sécurité du Système d'Information.

Nous nous réservons le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect de vos obligations



Sécurité du système d'information